

qualitatifs au regard de ces besoins auxquels nous souscrivons tous: prolonger l'espérance de vie, mettre fin à l'analphabétisme, hausser les normes d'hygiène et améliorer la nutrition. L'assistance aux pays les plus pauvres doit également faire l'objet d'objectifs quantitatifs. Ils ont besoin d'aide matérielle et, par nécessité, celle-ci doit venir de pays plus riches. Pour lancer cette guerre contre la pauvreté à l'échelle mondiale, il faudra que la population soit largement consciente de la nécessité de tels objectifs...

Recours à des instances spécialisées

Pour bon nombre d'autres pays en développement, la complexité des problèmes — envisagés dans le projet d'ordre du jour des négociations globales — s'accroît de pair avec le niveau de développement. Là encore, toutefois, les propositions généralisées n'auront que peu d'impact sur les conjonctures économiques réelles. C'est pourquoi le Canada encourage le recours aux instances spécialisées compétentes du système des Nations Unies dans le cadre des négociations globales. De cette façon, nous pourrions explorer en détail les questions des échanges, du financement et de l'alimentation, de sorte que les instruments internationaux puissent servir pleinement la cause de l'aide aux pays en développement.

C'est dans les secteurs des produits de base et des matières premières que la prévisibilité prend le plus d'importance. L'établissement du Fonds commun représente une réalisation importante à cet égard, mais il ne règle pas en lui-même nos problèmes au chapitre du commerce des produits de base. Nous devons maintenant nous pencher sur les problèmes particuliers que posent individuellement les produits de base. Si la diversification industrielle peut contribuer à éviter que l'économie ne soit tributaire des recettes d'exportation d'un seul ou de quelques produits de base, le processus est néanmoins complexe et repose sur un accès plus sûr aux ressources financières, à la technologie et aux marchés ainsi que sur une gestion astucieuse des choix difficiles. Il s'agit d'un processus à long terme...

Au cours des cinq dernières années, l'écart dans la disponibilité du financement s'est élargi de façon dramatique et dangereuse. Plus particulièrement, la majoration du prix du pétrole a eu, sur la situation financière des pays en développement, un impact qui a entraîné des dislocations sérieuses. En pareille situa-

tion, le recyclage sans heurts des recettes pétrolières sera à l'avantage tant des importateurs que des exportateurs de pétrole. Dans le cadre de ce processus, je crois que nous devrions encourager l'adaptation des institutions de prêt internationales aux besoins des exportateurs et des importateurs de pétrole. Nous pourrions explorer de nouvelles avenues, si nécessaire. C'est ainsi que nous pourrions envisager sérieusement de modifier le rapport entre les capitaux d'emprunts et les capitaux propres de la Banque mondiale, de manière à lui permettre de mobiliser des ressources additionnelles tout en maintenant son niveau actuel de capital.

En nous attachant à l'adaptation de ces institutions internationales aux nouveaux besoins, nous ne devrions pas pour autant négliger le rôle vital que ces institutions sont déjà en mesure de jouer. Il est encourageant de constater que le Fonds monétaire international (FMI) participe dans une plus large mesure au processus de recyclage. Ce développement est important et pourrait devenir crucial pour tous les pays qui ont de sérieux problèmes de déficit, et plus particulièrement les pays en développement. La souplesse accrue dont le Fonds a fait montre récemment, notamment en relâchant les limites de crédit et en élargissant la période d'ajustement, est digne de mention. Ces mesures, combinées au resserrement de la coordination entre la Banque mondiale et le Fonds au chapitre des programmes destinés à aider les pays aux prises avec de sérieux problèmes de balance des paiements, sont des initiatives que le Canada cherchera à promouvoir.

Nous devons également intensifier le processus de consultation entre exportateurs et importateurs de pétrole. Nous pouvons comprendre pourquoi les pays exportateurs ne veulent pas prendre d'engagements à long terme quant aux approvisionnements pétroliers sans recevoir en contrepartie des assurances qui leur permettent de résoudre leurs propres problèmes économiques et financiers. Mais il nous faut continuer de chercher des méthodes permettant d'améliorer la prévisibilité de notre système, faute de quoi il cessera de fonctionner. Parallèlement, nous devons redoubler d'efforts dans notre recherche de sources nouvelles et alternatives d'énergie...

Partage de la technologie

L'accès aux techniques, associé au financement et aux ressources humaines, est

l'un des outils fondamentaux de développement. Mais ce partage de la technologie doit s'accompagner d'une recherche d'approches encore plus imaginatives. La coopération à l'échelle bilatérale, trilatérale ou régionale est prometteuse. L'expérience du Canada à cet égard peut intéresser les pays du Tiers-Monde, puisqu'il est à la fois importateur de techniques et pays hôte de sociétés transnationales dans ce domaine. Mon pays espère que nous aurons l'occasion de faire davantage dans ce domaine par la promotion de coentreprises avec les pays en développement, coentreprises qui privilégieraient l'association de la technologie et de la mise en valeur des ressources des économies en développement.

L'accès aux marchés revêt une grande importance pour les pays en développement. Nous espérons que ces pays sauront mieux mettre à profit les avantages issus des négociations commerciales du Tokyo Round. Parallèlement, les pays industrialisés se doivent de résister aux pressions faites pour appliquer des mesures protectionnistes; ils devraient plutôt se pencher sérieusement sur les moyens de faciliter l'accès à leurs marchés des importations en provenance des pays en développement, initiative qui pourrait ultimement bénéficier à leurs propres consommateurs...

La sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire est une autre grande question inscrite à l'ordre du jour des négociations globales. Si nous nous confinons à l'inaction, le déficit alimentaire combiné des pays en développement sera de trois à quatre fois plus considérable d'ici à 1990. Nous devons nous entendre sur les moyens d'accroître la productivité alimentaire dans les pays en développement ainsi que sur des politiques démographiques adéquates.

...Comme l'illustre de façon si frappante le rapport de la commission Brandt, l'escalade des armements ne menace pas que notre sécurité. Les décaissements énormes destinés à la fabrication et à la vente de ces armes éclipsent déplorablement les crédits consacrés au développement et à la justice économique dans le monde. Et il se peut fort que la privation qui s'ensuivra donne naissance à des craintes encore plus destructrices que celles issues de la privation des droits civils et politiques.

...Je m'engage à me sensibiliser aux

(suite à la page 8)